



iisd | Reporting Services

Bulletin du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Compte rendu quotidien du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire
Publié par l'Institut international du développement durable (IIDD)
en collaboration avec la FAO



EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/FOOD/WSFS2009/](http://www.iisd.ca/YMB/FOOD/WSFS2009/)
BULLETIN #2, VOLUME 150, NUMÉRO 6, MERCREDI 18 NOVEMBRE 2009

LES FAITS MARQUANTS DU SOMMET MONDIAL SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE MARDI 17 NOVEMBRE 2009

Le troisième Sommet mondial sur la sécurité alimentaire s'est poursuivi le 17 Novembre 2009 au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome, en Italie. Tout au long de la journée, les chefs de délégations de 82 pays et organisations ont présenté leurs déclarations. Deux tables rondes parallèles ont également eu lieu : à la table ronde du matin, les délégués ont abordé la mise en œuvre de la réforme de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire et à la table ronde de l'après-midi, ils ont discuté des défis imposés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, par les actions d'adaptation et d'atténuation à entreprendre face au changement climatique.

REUNION DE HAUT NIVEAU

Mettant en relief les effets négatifs de l'augmentation des prix du pétrole sur les niveaux d'investissement, le président Robert Mugabe, ZIMBABWE, a déclaré que son pays a adopté une stratégie sur les biocarburants, utilisant des terres marginalisées, et a exhorté les pays industrialisés à faire en sorte que les entrants et, notamment les engrais, soient disponibles. Soulignant le besoin de rendre plus efficaces les politiques alimentaires, le président Denis Sassou Nguesso, CONGO, a appelé le Sommet à déterminer des critères de performance physique et financière pour des politiques agricoles axées sur les résultats, et à mettre en œuvre un plan d'urgence pour les pays souffrant de pénuries alimentaires. Le Président Malam Bacai Sanhá, GUINÉE-BISSAU, a déclaré que son pays a besoin d'un renforcement des capacités en matière de transformation des produits primaires pour augmenter les recettes d'exportation. Il a encouragé la réalisation d'un résultat positif dans les négociations de Doha.

Le président Lugo Méndez, PARAGUAY, a mis en exergue le rôle des femmes dans l'agriculture et a souligné la nécessité de permettre aux petites exploitations et à la production agricole à grande échelle de fonctionner simultanément. Il a indiqué qu'une surveillance des réformes SCF proposées est nécessaire pour garantir une meilleure gouvernance mondiale. Le premier ministre, Abbas El Fassi, MAROC, a souligné la nécessité d'investir massivement dans l'agriculture, notamment à travers l'octroi d'un

soutien financier et technique aux pays pauvres. Le premier ministre Jim Marurai, ILES COOK, a déclaré que le monde est en train de devenir "trop débonnaire à l'égard du mot faim", et a mis en relief la vulnérabilité grandissante aux extrêmes climatiques exacerbés par le changement climatique induit par l'Homme.

Signalant que la crise financière a entraîné un déclin dans l'aide au développement, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, TURQUIE, a encouragé l'affectation de ressources au secteur agricole, y compris l'octroi d'une priorité à l'accès des petits agriculteurs au financement. Le premier ministre Tigran Sarkissian, ARMENIE, a fait part de son appui à la Déclaration du Sommet et a appelé à une réaction rapide à la crise alimentaire. Le premier ministre Omar Abdirashid Ali Shermarke, SOMALIE, a déclaré que la recherche de solutions à la crise actuelle est en train de se prolonger au-delà des capacités des pays en développement et a appelé à une coopération internationale accrue.

D'autres représentants de pays et d'organisation se sont également adressés à la plénière. Signalant que le monde produit deux fois et demie la nourriture nécessaire à la population mondiale, Cuba a identifié des raisons systémiques comme étant la principale cause de la crise mondiale actuelle. Le VENEZUELA a déclaré que le système capitaliste est la cause de l'insécurité alimentaire. D'autres pays ont fait état du besoin : de graines de haute qualité (par exemple, le SÉNÉGAL et le KENYA), de technologies (par exemple TRINITE ET TOBAGO et NIUE), d'un accès au crédit (par exemple, la GAMBIE) et de programmes ciblés pour accroître la production agricole en faveur des PMA (LESOTHO). La CÔTE D'IVOIRE a appelé la FAO à apporter un soutien particulier à la recherche scientifique pour l'agriculture dans les pays en développement. L'OUGANDA a encouragé la production d'engrais en Afrique.

Le DANEMARK a soutenu que les pays en développement qui ont investi dans l'agriculture ont fait du chemin dans le processus visant à réduire de moitié le nombre de personnes qui ont faim, et la SLOVAQUIE a souligné l'avantage d'investir dans l'agriculture paysanne. Le GUATEMALA et beaucoup d'autres ont parlé du rôle particulier des femmes dans la fourniture de denrées alimentaires. DJIBOUTI a déclaré que les pays africains doivent accroître les investissements dans l'agriculture et l'ALGÉRIE a indiqué que les pays africains reconnaissent le rôle de plus

Le *Bulletin du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du *Earth Negotiations Bulletin* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé par Alexandra Conliffe, Andrey Vavilov, Ph.D., et Simon Wolf. Edition numérique: Diego Noguera. Version française: Mongi Gadhoun. Rédacteur en chef: Leonie Gordon <leonie@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par la FAO. L'IIDD peut être contacté au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tél: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *bulletin* sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises par e-mail à notre liste de distribution (en format HTML et PDF) et peuvent être trouvés sur le serveur WWW Linkages sur Linkages WWW-server à <http://www.iisd.ca/>. Pour plus de précisions sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture de vos événements, contacter le directeur des Services Information de l'IIDD à <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 or 300 East 56th St., 11A, New York, New York 10022, United States of America. L'équipe de l'IIDD couvrant le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire est joignable par e-mail à <alexandra@iisd.org>.

en plus important de l'agriculture comme moteur du développement. Le représentant du SIERRA LEONE a déclaré que l'agriculture et la sécurité alimentaire sont la priorité absolue de son pays, dans le cadre de son nouveau Programme pour le changement et que l'investissement dans l'agriculture atteindra 9,9% du budget national, en 2010. De nombreux pays ont mis en exergue les efforts nationaux fournis dans le domaine de sécurité alimentaire et visant à promouvoir le développement agricole et rural et la nutrition, y compris: la mise en place d'un programme d'intensification des cultures pour résoudre le problème de la pression exercée sur les terres et celui de leur fragmentation (RWANDA), la suppression des taxes locatives pour les agriculteurs, les subventions et l'octroi de crédits à des taux avantageux (TURKMÉNISTAN), l'achat de matériel pour les petits agriculteurs (GUINÉE ÉQUATORIALE), l'investissement dans les infrastructures rurales (MYANMAR), la mise en place d'un laboratoire national chargé d'évaluer la qualité de la production alimentaire (KIRGHIZISTAN) et, le transfert de technologies aux petites et grandes exploitations (BOTSWANA). Le délégué des PHILIPPINES a parlé de l'accord récent conclu par l'Association des pays d'Asie du sud-est pour l'établissement d'une réserve rizicole Est-asiatique d'urgence. MAURICE a parlé des partenariats régionaux dans lesquels elle s'est engagée pour se protéger contre l'insécurité alimentaire. L'ambassadeur et représentant permanent de la Commission de l'Union africaine à Bruxelles, a décrit le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, faisant état de l'implication de la FAO.

La CROATIE a parlé de l'importance critique du développement durable dans le traitement de la question de la sécurité alimentaire. Le PANAMA, le VIET-NAM et beaucoup d'autres ont souligné les liens entre le changement climatique et la sécurité alimentaire. Les ILES SALOMON et la MONGOLIE ont indiqué que les négociations de Copenhague sur le changement climatique doivent aborder la question de la sécurité alimentaire. MADAGASCAR a appelé à un renforcement des capacités de résistance et des filets de sécurité pour les groupes vulnérables. La MAURITANIE a décrit les problèmes posés à la sécurité alimentaire dans les environnements arides, et OMAN a soutenu la recherche sur la salinité des sols. HAÏTI, la SYRIE, la REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DU LAOS, SAMOA, le BHOUTAN et d'autres ont parlé de l'impact des catastrophes naturelles sur la sécurité alimentaire, dans leurs pays. La BARBADE a appelé à une reconnaissance de la situation particulière des PEID. Le délégué de SAINT-CHRISTOPHE-ET-NEVIS a mis en exergue les dommages causés à la chaîne alimentaire marine et l'IRAK, le défi posé au partage des eaux transfrontalières et la rareté de l'eau. Le délégué des PAYS-BAS a averti que la crise alimentaire pose une menace à la sécurité internationale.

Le NEPAL a déclaré que l'accès à une nourriture saine, suffisante et nutritive est essentiel pour la souveraineté alimentaire. Le délégué des EMIRATS ARABES UNIS a mis l'accent sur les aspects locaux,

régionaux et mondiaux de la sécurité alimentaire. L'ARABIE SAOUDITE a déclaré qu'elle souhaitait voir le CSA devenir le principal forum international pour l'élaboration des solutions en faveur de la sécurité alimentaire. Les ETATS-UNIS et le CAP VERT ont accueilli avec satisfaction les principes de la Déclaration du Sommet, et le représentant des ETATS-UNIS a appelé à des programmes conduits par des pays pilotes. L'ARGENTINE, la THAÏLANDE et d'autres ont applaudi la réforme du CSA et de la structure de gouvernance de la sécurité alimentaire, et l'IRLANDE a appelé à une action axée sur les résultats avec des responsabilités claires pour la société civile, les agences des Nations Unies et le secteur privé. La FINLANDE a souligné une approche globale de la sécurité alimentaire, impliquant l'ensemble des secteurs et les organisations multilatérales et parties prenantes pertinentes. Le LUXEMBOURG a déclaré que le Groupe de travail de haut niveau du secrétaire général sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, et l'Islande, la FAO, ont un rôle majeur à jouer. La SUISSE a réaffirmé le besoin d'une réforme et d'une gouvernance mondiale efficace pour la sécurité alimentaire mondiale. BAHREIN, la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO et d'autres ont rappelé que les objectifs des sommets précédents de la sécurité alimentaire n'ont pas encore été atteints.

Le SOUDAN et d'autres ont préconisé une action concrète en faveur de la sécurité alimentaire. La MALAISIE a appelé la FAO à élaborer une feuille de route visant à réduire progressivement la faim et, avec le CAMEROUN, a exhorté les pays industrialisés à mettre à disposition, en temps opportun, les fonds promis à l'Aquila. L'ITALIE a souligné la nécessité de déterminer les principes devant régir l'investissement des fonds promis à l'Aquila, mettant en relief l'accès des petits agriculteurs aux technologies et aux engrais. L'EQUATEUR a déclaré que le financement ne doit pas être distribué sous forme de donations d'aide alimentaire ou de transferts agricoles. Le CAMBODGE a appelé à un nouvel ordre mondial de sécurité alimentaire et à un accroissement des investissements, et le PAKISTAN, à des programmes novateurs, à un investissement dans les infrastructures et à la mécanisation agricole. Le GHANA a exprimé l'espoir de voir un soutien accru être accordé aux programmes adoptés par les pays. La REPUBLIQUE DE COREE a promis de continuer à contribuer à l'approvisionnement en aliments sains dans le cadre de ses aides d'urgence et à long terme. La représentante du CANADA a déclaré que la sécurité alimentaire compte parmi les trois priorités de l'aide accordée par son pays et que son pays a déconditionné l'aide alimentaire. ISRAEL a décrit des solutions technologiques pour la production agricole dans un climat rigoureux, et a souligné sa volonté d'étendre l'approvisionnement alimentaire et la coopération dans la région. L'AUTRICHE a parlé du soutien de son pays pour le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Le FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE a donné un aperçu de ses objectifs consistant, notamment, à accroître et à

diversifier la production alimentaire et à atténuer la vulnérabilité des petits agriculteurs.

De nombreux pays ont appelé à une issue satisfaisante du round de négociations de Doha sur le commerce international. Le KOWEIT a déclaré que l'ordre commercial international relevant de l'OMC doit être caractérisé par la transparence et des procédures non discriminatoires. L'URUGUAY a mis en exergue le commerce équitable, l'accès aux marchés pour les pays en développement, le transfert des technologies et l'élimination des subventions. La MOLDAVIE a fait objection à l'appel lancé par la Banque mondiale et le FMI, à réduire la part de l'agriculture dans l'économie nationale, et la NAMIBIE a encouragé la révision de la classification des économies, établie par la Banque mondiale pour y rendre compte des réalités du terrain. La REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN a dénoncé la spéculation et la cupidité des entreprises et a suggéré que les pays industrialisés affectent 10% de leurs dépenses militaires à la lutte contre la faim.

Le NIGERIA a indiqué que beaucoup de besoins alimentaires des pays en développement peuvent former des propositions commerciales bancables qui plairont aux pays industrialisés, et que les pays en développement devraient se concentrer sur les transactions et échanges commerciaux et non sur l'aide. La JORDANIE a suggéré des réponses spécifiques à la hausse des prix sur les marchés agricoles, notamment, en n'utilisant pas les cultures alimentaires de base comme biocarburants.

TABLE RONDE 2

La table ronde a discuté de la réforme de la gouvernance mondiale en appui aux stratégies de sécurité alimentaire. Le coprésident Guilherme Cassel, ministre du développement agricole, Brésil, a déclaré qu'avec un SCF réformé, un multilatéralisme accru et la participation accrue de la société civile, nous sommes à un moment décisif de la FAO. La coprésidente Mariann Fischer Boel, Commissaire européenne chargée de l'agriculture et du développement rural, a souligné le rôle du changement climatique, des infrastructures, des investissements et des partenariats. Maria del Carmen Squeff, suppléante du représentant permanent de l'ARGENTINE auprès de la FAO, a décrit les travaux du groupe de contact qui a négocié le SCF réformée dans un processus ouvert et participatif. Elle s'est félicitée de la sensibilisation d'un plus grand nombre d'acteurs des processus décisionnels et de l'implication des organismes internationaux, et a encouragé la souplesse dans la réforme du système de gouvernance. Pat Mooney, directeur exécutif du Groupe d'action sur l'érosion, la technologie et les concentrations, a indiqué que les prochaines années seront cruciales pour le leadership de la FAO, a proposé que le SFC emploie une méta-évaluation de la FAO, du FIDA, du PAM et du GCRAI, et a encouragé une participation plus étroite des institutions financières. Uma Lele, Conseiller spécial, Fondation M.S. Swaminathan, s'est félicité de l'évolution de l'engagement de nouveaux acteurs, en particulier de la société civile. Tesfai Teclé, conseiller spécial de Kofi Annan, président de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, espère que le

débat sur la gouvernance aboutirait à une convergence des actions, en particulier au niveau national, et a appelé à une gouvernance mondiale rationalisée. Au cours du débat qui a suivi, les participants gouvernementaux et de la société civile ont accueilli avec satisfaction le CSA réformé et ont avancé des suggestions portant, entre autres, sur : la coordination entre la souplesse aux niveaux national, régional et mondial; l'évitement des doubles emplois, le rôle des experts, et la lutte contre la volatilité des prix. Ils ont débattu de la sécurité alimentaire comme étant une restauration de la dignité, l'autonomie et la réforme des structures nationales de sécurité alimentaire en conformité avec le SCF.

TABLE RONDE 3

Cette table ronde a porté sur la relation de l'agriculture et de la sécurité alimentaire aux politiques d'atténuation et d'adaptation. La coprésidente Hasina Wajed, premier ministre du Bangladesh, a appelé à une coopération renforcée des pays les plus vulnérables. Le coprésident Tony Burke, ministre de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts, Australie, a parlé du défi consistant à rendre l'agriculture apte à apporter une contribution à l'atténuation tout en répondant aux besoins alimentaires mondiaux. M.S. Swaminathan, Président de la Fondation M.S. Swaminathan, a parlé des expériences vécues, en Inde, avec la planification d'une adaptation dynamique, qui a porté, entre autres sur : l'élaboration de scénarios régionaux, l'élargissement de la variabilité génétique, le développement de variétés de cultures pour différents scénarios climatiques et le renforcement des réserves en eau destinées à l'irrigation et au bétail. Qualifiant l'agriculture de solution aux changements climatiques, M. Mahmoud Solh, Directeur général, ICARDA, a identifié trois domaines d'action prioritaires : la résistance des systèmes de production alimentaire et des écosystèmes, la conservation des ressources génétiques et la gestion intégrée des nuisibles et des maladies. Florin Vladu, chargé de programme, CCNUCC, a déclaré que les politiques forestières et agricoles durables peuvent avantager la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la conservation de la biodiversité, l'atténuation et l'adaptation. Il a encouragé la prévision d'incitations financières pour les agriculteurs, dans le futur accord sur le changement climatique. Suggérant que la diversification de la production alimentaire et l'approvisionnement en eau peuvent être une pierre angulaire pour l'adaptation, Ger Bergkamp, directeur général, Conseil mondial de l'eau, a identifié trois domaines d'action précoce : les régions de haute montagne qui dépendent de l'eau des glaciers; les deltas et les basses terres vulnérables aux inondations et les zones arides et semi-arides. Les ministres et les délégués participants ont débattu, entre autres: de la contribution de l'agriculture à l'atténuation, des incitations en faveur de l'agriculture et de la gestion durable des forêts dans le futur régime climatique, de la recherche et mise au point de technologies pour pratiques agricoles respectueuses du climat, et du renforcement de la capacité de résistance et d'adaptation liées à l'agriculture.